

# NOS TERRES

---

# NOTRE BUSINESS

---

## DECLARATION COMMUNE

### Stoppons l'accaparement des terres: l'agriculture n'a pas besoin des indicateurs de la Banque Mondiale.

En tant que promoteur et financeur des grands investissements agricoles le Groupe de Banque Mondiale est un moteur de l'accaparement des terres dans les pays en développement. C'est un acteur clé du système de développement industriel, qui utilise sa puissance financière et politique, via les agences d'investissement et autres institutions, pour forcer les pays à suivre un modèle de développement pré-conditionné, fondé sur des principes néolibéraux de dérégulation, privatisation, baisse des impôts des entreprises et sur le crédo du « libre-échange ». Ce modèle est conçu pour permettre l'extraction maximale des richesses naturelles et du capital humain des pays en développement et pour concentrer la richesse et le pouvoir entre les mains d'une élite et d'une minorité d'entreprises déjà nanties.

Depuis 2002 la Banque Mondiale a articulé et soutenu ce modèle de développement en classant les pays par le biais de l'indicateur *Doing Business*. Ce dernier est utilisé par les bureaucrates de Washington pour noter les nations en fonction de comment elles favorisent « le climat des affaires ». Les déclarations de la Banque Mondiale indiquent que ces classements annuels sont suivis de près par les investisseurs étrangers; qu'ils influencent les programmes de la Banque elle-même, et qu'ils sont utilisés par des donateurs bilatéraux pour orienter leurs financements.

Le classement *Doing Business* est la version actuelle des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) qui ont impacté la vie de millions de personnes par le retrait de l'Etat et la libéralisation forcée des économies nationales dans les années 1980 et 1990.

Le *Doing Business* a déjà eu un impact considérable sur les secteurs agricoles, aux dépens des paysans, en favorisant des 'investisseurs' qui recherchent les profits par la violation des droits des populations d'accéder à la terre, l'extraction des ressources naturelles et l'exploitation d'une main d'œuvre bon marché.

Bien qu'il soit aujourd'hui reconnu que l'accaparement des terres dépossède et appauvrit les communautés rurales du monde entier, la Banque Mondiale n'est pas disposée à modifier sa stratégie. Au contraire, elle travaille actuellement à développer et approfondir le modèle du *Doing Business* en développant un indicateur spécifique au secteur agricole des pays en développement.

A la demande du G8 en 2012, et grâce au financement de la Fondation Gates, des gouvernements Britannique, Etats-Unien, Néerlandais et Danois, la Banque Mondiale développe à présent un nouvel instrument pour « évaluer le climat des affaires dans l'agriculture » (*Benchmarking the Business of Agriculture*, BBA). Entamées fin 2013, des études pilotes sont actuellement en cours dans dix pays, et devraient concerner 40 pays d'ici

à la fin 2014. Le BBA devrait évaluer et classer quatre-vingt à cent pays d'ici 2015<sup>1</sup>. Le BBA est construit sur le modèle du *Doing Business*, tout en l'adaptant au secteur agricole. Avec ce nouvel instrument la Banque Mondiale promeut par exemple la libre circulation des semences commerciales, engrais chimiques, et l'accès à des « titres de propriété formels » au moyen de réformes foncières<sup>2</sup>. Malgré l'emploi d'une rhétorique favorable aux petits paysans, le but de ce nouveau classement centré sur l'agriculture est bien clair : ouvrir davantage les secteurs agricoles aux investisseurs étrangers.

### **Le *Doing Business* favorise l'accaparement des terres dans le monde entier**

Le *Doing Business* octroie un meilleur score aux pays qui favorisent le « climat des affaires ». Il s'agit de faciliter l'activité des entreprises dans le pays en baissant par exemple leur taux d'imposition, ou en réduisant les procédures administratives, ou encore en supprimant les réglementations environnementales et sociales ainsi que les taxes sur les exportations. Avec le *Doing Business*, la Banque Mondiale encourage également la conduite de réformes foncières qui font de la terre un bien commercialisable et facilement accessible pour les sociétés étrangères. Enfin, partant du principe que toute régulation de l'économie par l'Etat est un obstacle à la prospérité des entreprises, le *Doing Business* néglige les droits de l'homme, le droit à l'alimentation, les droits économiques et socio-culturels, la protection des travailleurs et la nécessité de gérer durablement les ressources naturelles.

Il existe de nombreuses preuves récentes de la façon dont le classement *Doing Business* favorise l'accaparement des terres. Par exemple, le Libéria a mis en œuvre 39 réformes entre 2008 et 2011 pour « favoriser le climat des affaires dans le pays »<sup>3</sup>, et a par conséquent attiré des flux croissants d'investissements directs étrangers ou 'IDE'. Parmi les entreprises se trouvent plusieurs poids-lourds de la production d'huile de palme et de caoutchouc: le britannique Equatorial Palm Oil, le malaisien Sime Darby et l'indonésien Golden Agri-Resources, qui ont acquis plus d'1,5 million d'acres (607,000 hectares) de terres en quelques années, ôtant aux communautés locales leurs terres, ressources et moyens traditionnels de subsistance<sup>4</sup>.

Après la guerre qui a secoué la Sierra Leone, la Banque Mondiale a guidé une série de réformes économiques dans le but d'attirer les IDE. Ils sont passés d'une moyenne de 18 millions de dollars par an en 2000-2005 à 740 millions de dollars en 2012. Des réformes dans le domaine foncier et la mise en place de systèmes de transfert rapide de propriétés ont attiré des planteurs de canne à sucre et de palmiers à huile parmi lesquels Addax Bioenergy de Suisse, Quifel Natural Resources du Portugal, CAPARO du Royaume-Uni et SOFCIN du Luxembourg. En 2011 la Sierra Leone avait déjà octroyé 508 292 hectares à des investisseurs étrangers<sup>5</sup>. Un accord de 2014 avec le producteur d'huile de palme Golden Veroleum pourrait doubler ce chiffre<sup>6</sup>. Cela porterait à 20% la part des terres arables du pays retirées aux populations rurales.

Les Philippines, saluées comme l'un des dix meilleurs réformateurs du *Doing Business* 2014, ont gagné 40 places en trois ans dans le classement. En 2013, la Banque avait fourni un audit préconisant des réformes "pour accélérer la croissance" dans le pays et pour augmenter la création d'emplois dans le monde rural<sup>7</sup>. L'ouverture du secteur agricole philippin aux IDE a fait du pays la troisième destination la plus populaire pour les investissements fonciers et a conduit à l'acquisition d'un total de 5,2 millions d'hectares par des sociétés étrangères en 2013<sup>8</sup>.

Les classements annuels du *Doing Business* sont utilisés par les entreprises et les investisseurs qui veulent savoir où orienter leur capital. De plus, les résultats du *Doing Business* influencent d'autres programmes ainsi que l'allocation des budgets de la Banque Mondiale qui conduit de nombreuses activités autour du « climat des investissements »<sup>9</sup>. Enfin, l'indicateur est aussi utilisé par des donneurs bilatéraux pour renseigner leurs décisions de financement<sup>10</sup>. Le *Doing Business* a donc d'énormes implications financières, et

provoque une course à la dérégulation chez les gouvernements désireux d'améliorer leur score pour attirer les flux d'investissements. En 2013, le panel d'experts indépendants chargé d'examiner l'indicateur s'est à tel point alarmé du pouvoir prescriptif et normatif du classement qu'il a conseillé à la Banque de l'abandonner complètement<sup>11</sup>.

Pire, la Banque développe maintenant le Benchmarking the Business of Agriculture (BBA) qui va accélérer la ruée sur les terres agricoles et les ressources naturelles telles que l'eau dans le monde en développement.

### **La Banque mondiale doit abandonner son approche de l'agriculture**

Les paysans cultivent 80% des terres agricoles et produisent 80% de la nourriture consommée dans les pays en développement.<sup>12</sup> Ils sont et resteront donc des garants essentiels de la sécurité et de la souveraineté alimentaire des pays, et les principaux investisseurs et employeurs du secteur agricole. Par conséquent, c'est **leur** capacité à investir et à développer la terre, **et non celle des grandes entreprises** qui doit être renforcée. La capacité d'investissement des producteurs est cependant entravée par la violation de leur droit à la terre et le manque de soutien de la part des gouvernements. Les moyens de subsistance des paysan-ne-s sont particulièrement menacés par le phénomène actuel d'accaparement des terres que la Banque Mondiale ne cesse d'alimenter par le biais des *Business Indicators* et de son plaidoyer en faveur des réformes foncières et de l'ouverture des secteurs agricole aux IDE.

Il est grand temps pour la Banque Mondiale de cesser d'ignorer que les paysan-ne-s sont le seul avenir pour une agriculture qui garantit la sécurité alimentaire, assure une utilisation durable des ressources naturelles et amène un développement social. Nous ne connaissons que trop bien les conséquences néfastes de l'agriculture industrielle sur l'environnement et l'humain. Ce modèle ne doit pas être imposé aux pays en développement.

La sécurité alimentaire, le développement juste et équitable sont des objectifs atteignables pourvu qu'un soutien approprié soit fourni à l'agriculture familiale. Cela commence par la garantie des droits à la terre des paysan-ne-s, en s'assurant que leurs ressources ne soient pas accaparées par des investisseurs étrangers. Ces ressources ne seront pas protégées par des titres fonciers mais par une sécurisation foncière des terres collectives et des exploitations agricoles. La Banque Mondiale ne reconnaît pas cette exigence de base et, grâce à ses instruments puissants que sont le *Doing Business* et le *Benchmarking the Business of Agriculture*, continue de favoriser sans discernement les IDE dans le secteur agricole et d'imposer un modèle de développement uniforme, où le business règne en maître. Cela met gravement en danger la sécurité et la souveraineté alimentaire des pays en développement.

**Nous demandons donc que les indicateurs *Doing Business* et *Benchmarking the Business of Agriculture* soient immédiatement abandonnés.**

Si vous souhaitez ajouter votre organisation ou obtenir plus d'informations, merci de contacter [ourlandourbusiness@oaklandinstitute.org](mailto:ourlandourbusiness@oaklandinstitute.org)

### **Signataires**

11.11.11- Coalition of the Flemish North-South Movement  
AAF  
Aboriginal Rights Coalition  
Acció per un Turisme Responsable

Belgium  
Bangladesh  
Australia  
Spain

Accion Colectiva Socioambiental	Mexico
ACRF	Belgium
Actionaid Bangladesh	Bangladesh
Actionaid Sierra Leone	Sierra Leone
ACTNOW!	Papua New Guinea
ADEA Colombia	Colombia
Adivaani	India
Africa Europe Faith and Justice Network	Belgium
Africa Faith and Justice Network	USA
African Biodiversity Network	Kenya
African Centre for Biodiversity	South Africa
Alternatives	Canada
Amigos de la Tierra Argentina	Argentina
Ardea Ecologistas en Acción Sierra de Ayllon	Spain
ASiA Assoc Salut i Agroecologia	Spain
Asia Pacific Forum on Women, Law, and Development	Asia Pacific
Asociacion Ambiente y Sociedad	Colombia
Asociación Vecinal Puebla de la Sierra	Spain
Associacio Varietats Loclas Illes Balears	Spain
Association pour la Défense des Droits de l'Eau et de l'Assainissement (ADDEA)	Senegal
Bangladesh Krishok Federation	Bangladesh
Biofuelwatch	UK / USA
BIOSALON	Sierra Leone
Biowatch South Africa	South Africa
Blue Planet Project	Canada
Both ENDS	Netherlands
Bread for all	Switzerland
Bretton Woods Project	UK
British Tamils Forum	UK
Caney Fork Headwaters Association	USA
CASPANI	Niger
CATAPA	Belgium
CCHRA	Sierra Leone
CDHR	Sierra Leone
CDR Carrion y Ucieza	Spain
Center for Environmental Education and Development	Nigeria
Central Sepik Rural Development Foundation	Papua New Guinea
Centre National de Coopération au Développement, CNCD-11.11.11	Belgium
Centre Tricontinental	Belgium

Centro de Documentación en Derechos Humanos “Segundo Montes Mozo S.J.” (CSMM)	Ecuador
Centro Interdisciplinario de Investigación y Desarrollo Alternativo, U Yich Lu'um, A. C	Mexico
Centro de Promoción y Educación Profesional Vasco de Quiorga	Mexico
CEPA-SL	Sierra Leone
Cercle pour la Défense de l'Environnement	Democratic Republic of Congo
CICODEV Africa	Senegal
Climate and Sustainable Development Network of Nigeria	Nigeria
Club Entre Nous Jeunes	Central African Republic
Coalition pour la Souveraineté Alimentaire / Food Sovereignty Coalition	Canada
College of the Atlantic	USA
Comité Nacional AIAF	Guinea Bissau
Consell Balear Produccio Agraria Ecologica	Spain
Constituyente Ciudadana Popular/Gto	Mexico
Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP Mali)	Mali
COPAGEN	West Africa
Cornucopia Network/NJ/TN Chapter	USA
Corporate Europe Observatory	Belgium
Council of Canadians	Canada
Cumberland Countians for Ecojustice	USA
Development Services Exchange	Solomon Islands
Earth in Brackets	USA
Echos du Capricorne	France
Acologistas en Acción	Spain
Ecologistas en Acción Palencia	Spain
Ecoropa	Europe
Ekta Parishad	India
Enda Pronat	Senegal
Entraide et Fraternite	Belgium
Environmental Monitoring Group	South Africa
ETC Group	Canada
Fahamu	Senegal, Kenya
Farmworker Association of Florida, Inc.	USA
Federacion SETEM	Spain
FIAN Belgium	Belgium
FIAN Germany	Germany
FIAN International	International
Focus on the Global South	Thailand, India, Philippines

Food Empowerment Project	USA
Food Sovereignty Sussex	UK
Food Tank	USA
Forest Governance Programme of the Sustainable Development Institute	Liberia
Forest Peoples' Programme	UK
Frente Regional Ciudadano en Defensa de la Soberanía	Mexico
Friends of the Earth International (74 member groups)	International
Friends of the Siberian Forests	Russia
GASA	Panama
Global Exchange	USA
Global Forest Coalition	International
Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights	USA
Global Justice NOW	International
Global Justice Project/Haas Institute for a Fair and Inclusive Society at the University of California-Berkeley	USA
GRAIN	International
Grassroots International	USA
Green Scenery	Sierra Leone
Habitat International Coalition	Egypt
Heinrich Boll Stiftung Abuja	Nigeria
Housing and Land Rights Network	Egypt
Huerta El Campichuelo	Spain
Human Rights Council	Ethiopia
ICCA Consortium	International
IEDD	Burkina Faso
IFOAM Organics International	International
Illes Solidaries Amb el Sud	Spain
Inades Training Chad	Chad
Inades-Formation	Côte d'Ivoire
Inclusive Development International	USA
Indian Social Action Forum (INSAF)	India
Indigenous Knowledge and Peoples	Thailand
Indigenous Peoples Links aka PIPLinks	UK
Indigenous Peoples Rights Activists Network	Nepal
Institute for Agriculture and Trade Policy	USA
Instituto Latinoamericano para una Sociedad y un Derecho Alternativos	Latin America
International Accountability Project	International
International Development Exchange	International
International Forum on Globalization	USA
International Society for Ecology & Culture	USA

International Trade Union Confederation (ITUC)	International
International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations (IUF)	International
Jamaa Resource Initiatives	Kenya
Kalpavriksh	India
Karamoja Development Forum	Uganda
Kenya Debt Relief Network (KENDREN)	Kenya
Kenya Land Alliance	Kenya
Kiasmo Space S.L.	Spain
La Red Nacional Género y Economía (REDGE)	Mexico
Labour, Health and Human Rights Development Centre	Nigeria
Malen Land Owners and Users Association	Sierra Leone
Massachusetts Global Action	USA
Maudesco Foe Mauritius	Mauritius
Mercy Home	Belgium
Mescal Canyon Retreat	USA
Moana Nui Alliance	USA
More and Better Network	International
Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra	Brazil
Movimiento M4	Mesoamerica
Narbada Bachao Andolan	India
National Alliance of Peoples Movement	India
National Association of Professional Environmentalists (NAPE)	Uganda
National Peasants Coalition of Pakistan (NPCP)	Pakistan
NetInfo TV	France
Network for Environmental & Economic Responsibility Of	
United Church of Christ	USA
New Wind	Finland
Nicaragua Center for Community Action (NICCA)	USA
NU	Sierra Leone
Oakland Institute	USA
OFRANEH	Honduras
Organisation Nigérienne pour la Défense des Droits des Couches Vulnérables (ONDDCV)	Niger
Our Water Commons	USA
Pacific Network On Globalization (PANG)	Fiji
Pakistan Fisherfolk Forum	Pakistan
Pan African Community Movement	Africa
Partners for the Land & Agricultural Needs of Traditional Peoples (PLANT)	USA
Passionists International	International
People's Coalition on Food Sovereignty - Africa	Africa

Peopleriver	UK
PICOT	Sierra Leone
Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD Regional)	Latin America
Platform Aarde Boer Consument	Netherlands
Polaris Institute	Canada
Pomio Potongpaga Group	Papua New Guinea
Popular Resistance	USA
Presbyterian Church	USA
PROSALUS	Spain
Public Services International	International
Puvidham rural development trust	India
RACAP	Sierra Leone
Red de Ambientalistas Comunitarios de El Salvador (RACDES)	El Salvador
Red Mexicana de afectados por la Minería (REMA)	Mexico
RedNNA	Peru
Renewable Energy and Rural Development Services	Benin
Réseau de Développement de l'Agriculture Durable (REDAD)	Benin
Responsible Investment at Harvard Coalition	USA
Salvemos al Madidi	Republic of Korea
Sambhav Social Service Organization	India
SEARICE	Philippines
Second Chance Foundation NYC	USA
Servindi	Peru
SiLNoRF	Sierra Leone
Sira del Val Sarabia	Spain
SLADE	Sierra Leone
Slow Food Burgos	Spain
Social Justice Connection / Connexion Justice Sociale	Canada
Sociedad española de Agricultura Ecológica / Sociedad Española de Agroecología (SEAE)	Spain
Society for International Development	International
Solidarity Movement for a New Ethiopia (SMNE)	Ethiopia
Solomon Islands Land Defence Alliance	Solomon Islands
SOS FAIM	Belgium
Spire Utviklingsfondets Ungdom	Norway
Struggle to Economize Future Environment (SEFE)	Cameroon
Synagri Tunisie	Tunisia
Synergie Paysanne	Republic of Benin
Talking Drums	Sierra Leone
Terra Franca	Spain
Texas Drought Project	USA

The Corner House  
The Development Fund  
THE MEAL, Un repas pour notre Avenir  
The Rules  
Third World Network  
Timberwatch  
Transnational Institute  
Turubu Ecoforestry  
Union Paysanne  
UPHR  
USS, Nilphamari  
Walking on the South (WOTS)  
Our Water Commons  
WhyHunger  
WoNES  
Working Group Food Justice  
World Family  
World Rural Forum  
Zimbabwe People's Land Rights Movement

UK  
Norway  
Switzerland  
International  
International  
South Africa  
Netherlands  
Papua New Guinea  
Canada  
Sierra Leone  
Bangladesh  
Italy  
USA  
USA  
Sierra Leone  
Netherlands  
UK  
International  
Zimbabwe

- 
- <sup>1</sup> *World Bank push for agribusiness in Africa*, Bretton Woods Observer 2013, <http://www.brettonwoodsproject.org/2013/10/world-bank-push-agribusiness-africa/>.
- <sup>2</sup> *Snapshot Background Note on Access to Seed*. World Bank, 2014; *Snapshot Background Note on Access to Fertilizers*. World Bank, 2014; *Snapshot Background Note on Access to Secure Property Rights on Land*. Banque Mondiale, 2014.
- <sup>3</sup> National Investment Commission, *The Investors' Guide to Liberia*, 2011, [http://www.nic.gov.lr/public/download/Liberia\\_Investors\\_Guide\\_2011.pdf](http://www.nic.gov.lr/public/download/Liberia_Investors_Guide_2011.pdf).
- <sup>4</sup> Daniel, S. and Mittal, A. *(Mis)investment in Agriculture. The role of the International Finance Corporation in Global Land Grabs*, Oakland Institute, 2010.
- & Friends of the Earth International, *Land Grabs and human rights violations exposed in Liberia ahead of global development summit*, 1er février 2013, <http://www.foei.org/en/media/resources-for-journalists/sime-darby-and-landgrabs-in-liberia/land-grabs-and-human-rights-violations-exposed-in-liberia-ahead-of-global-development-summit>;
- <sup>5</sup> Oakland Institute, Country report “Understanding Land Investment Deals in Africa: Sierra Leone”, 2011, <http://www.oaklandinstitute.org/understanding-land-investment-deals-africa-sierra-leone>.
- <sup>6</sup> *SLIEPA to facilitate \$1.6b investment for Golden Veroleum Palm Oil Production in Sierra Leone*, <http://awoko.org/2013/06/21/sierra-leone-sliepa-to-facilitate-1-6b-investment-for-golden-veroleum-palm-oil-production-in-sierra-leone/>.
- <sup>7</sup> World Bank Press release “*New World Bank Vice President: Philippines Poised to Accelerate Reforms for More and Better Jobs*”, July 12, 2013 at <<http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2013/07/12/new-world-bank-president-philippines-poised-to-accelerate-reforms-for-more-and-better-jobs>>
- <sup>8</sup> World Trade report 2013, “*Factors shaping the future of world trade*”, Organisation Mondiale du Commerce, 2013. [http://www.wto.org/english/res\\_e/statis\\_e/its2013\\_e/its2013\\_e.pdf](http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/its2013_e/its2013_e.pdf).
- <sup>9</sup> World Bank’s investment climate Data and Indicators, <https://www.wbginvestmentclimate.org/research-and-diagnostics/>.
- <sup>10</sup> Manuel, T. et al. *The Independent Panel Review of the Doing Business Report*, 2013. <http://www.dbrpanel.org/sites/dbrpanel/files/doing-business-review-panel-report.pdf>.
- <sup>11</sup> Ibid.
- <sup>12</sup> FIDA. Proceedings of the Governing Council High-Level Panel and Side Events, 2010, “From summit resolutions to farmers’ fields: Climate change, food security and smallholder agriculture.” [http://www.ifad.org/events/gc/33/panels/proceedings\\_web.pdf](http://www.ifad.org/events/gc/33/panels/proceedings_web.pdf).